**Les enjeux et grands paramètres de mon territoire**

**Les enjeux de transition écologique de mon territoire**

Les enjeux de transition écologique sont communs à beaucoup de territoires. En voici une définition officielle.

**Définition officielle de la transition écologique** **(mars 2014)**

*D’après le site du Ministère de l’Écologie, du Développement Durable et de l’Énergie, « la transition écologique implique une utilisation rationnelle et efficace vis-à-vis de toutes les ressources, y compris la sollicitation des régulations naturelles (climat, écosystèmes), et de résilience face aux aléas climatiques pour les territoires, les procédés industriels et agricoles, les biens et les services.*

*Elle concerne notamment :*

* *La rénovation thermique des bâtiments*
* *L’adaptation des transports et de l’aménagement des territoires*
* *La production, le stockage et les usages des énergies*
* *La sobriété en eau*
* *La préservation et la restauration des écosystèmes*
* *L’économie circulaire*
* *La moindre dépendance aux ressources rares.*

*La transition écologique n’est pas un simple verdissement de notre modèle de société actuel. Engager la transition écologique, c’est adopter un nouveau modèle économique et social, un modèle qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble.*

Néanmoins il existe des particularités locales. Le tableau ci-dessous en présente quelques-unes relatives à l’Île-de-France. A vous de remplir la colonne de droite au regard de votre territoire.

|  |  |
| --- | --- |
| Île-de-France | Votre territoire |
| * Pression foncière. * Saturation des réseaux de transports en commun. * Fort impact en termes d’émissions de gaz à effet de serre de la région et empreinte écologique élevée. * Dépendance alimentaire : la grande majorité des produits ne viennent pas d’Île-de-France alors qu’il y a plus de 70 % d’espaces ruraux (forêts, terres agricoles) et un historique en termes d’autonomie alimentaire… * Perception de la nature comme lieu récréatif. * Territoire vulnérable face au changement climatique (risques de sécheresse, inondations, etc.). * Sensibilisation importante des urbains à la protection de l’environnement mais disparités dans la mobilisation des citoyens. |  |

**Quel environnement des démarches de contribution sur mon territoire ?**

Votre territoire s’inscrit aussi dans un environnement, et subit des influences auxquelles il est plus ou moins sensible. Ces influences (ou variables externes) dépendent de « l’environnement extérieur » (la réglementation, le coût de l’énergie, la conjoncture économique, les politiques nationales…).

Ainsi, nous distinguons 4 grandes catégories de variables externes qui vont avoir une influence plus ou moins grande sur la contribution à la transition écologique :

* **Société et individu** (lien social, évolutions démographiques, valeurs collectives) ;
* **Économie** (le salarié dans l'entreprise, lien entre économie et territoire, implication des entreprises dans le développement durable) ;
* **Politique** (contexte institutionnel, réglementaire, stratégique, cadre de la transition écologique, relations entre types d’acteurs, moyens et capacités d'actions des groupes d'acteurs) ;
* **Techno-sciences et connaissance** (éducation, savoir-faire, usages du numérique, logiques d'innovation, méthodes et outils d’intelligence collective)

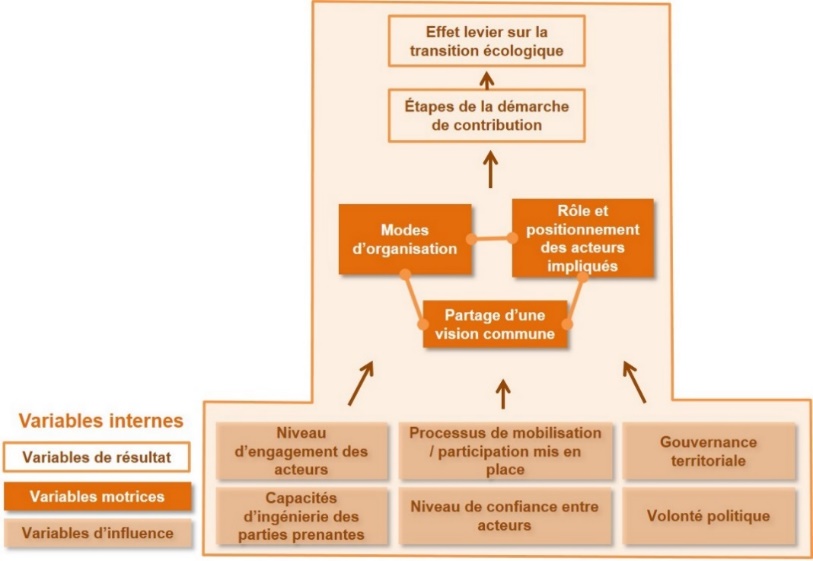
La manière dont ces catégories (ou « variables ») vont évoluer dans le temps aura une influence sur l’organisation de la contribution à la transition écologique, et sur son efficacité.

Pour chacune de ces variables, il paraît donc important de s’accorder sur la situation actuelle de l’environnement des démarches. Vous pouvez directement compléter la colonne se référant à votre territoire.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **Au niveau national** | | **Particularités Île-de-France** | **Particularités de votre territoire** |
| **Variables externes** | | **Tendances lourdes** | **Signaux faibles / faits émergents** |
| **Société et individu** | *Évolutions démographiques* | * Vieillissement de la population * Renforcement des migrations interrégionales | Accroissement des migrations quotidiennes et du virtuel, recul de l’ancrage au territoire | * Une population jeune et cosmopolite : 11 978 000 habitants en Île-de-France (INSEE, estimation au 1er janvier 2013) une population plus jeune que la moyenne nationale et 32 % des personnes arrivant de l’étranger qui s’installent en Île-de-France[[1]](#footnote-1). * Une population qui va augmenter. * Un nombre important d’initiatives en lien avec l’économie collaborative (cf. OuiShare). * Un territoire de transition « contraint » pour des motifs professionnels / lieu de passage notamment pour les cadres de la fonction publique. * Les fortes variations et différences entre territoires franciliens interrogent sur la possibilité d’une identité régionale commune : quel partage de valeurs collectives par les Franciliens ? * Déconnexion entre le lieu de travail et lieu de vie (ex. de l’Oise). * Moins d’informel entre les individus (éclatement lieux de vie / lieux de travail). * Fortes différences sociales et spatiales. * Difficultés de mobiliser les acteurs sur le long terme. * Problème d’appartenance / volonté d’implication moindre ? |  |
| *Lien social* | * Dégradation du lien social, dans un contexte de crise démocratique et économique * Dissociation entre les "inclus" et les "exclus" * Tendance à la différenciation croissante entre les territoires * Individuation et multi-appartenances | Risque de rupture sociale et territoriale majeure lié à la fragilisation du modèle social français |  |
| *Valeurs collectives* | * Société de plus en plus individualiste et coopérative * Attention croissante apportée à l'individu | * Redéfinition de la notion d'intérêt général (tient de plus en plus compte de l'intérêt de groupes constitués, localement ou non) * Sensibilité croissante envers l’environnement |  |
| **Techno- sciences et connaissance** | *Éducation* | * Tendance à la dégradation du niveau global d'éducation, et situations croissantes d'exclusion * Inadéquation croissante du système éducatif avec les besoins en compétences | * Renforcement de l'apprentissage par l’expérience (et non plus de l'apprentissage "vertical" classique) * Rôle croissant d'internet à travers la mise à disposition de connaissances (ex : Massive Open Online Courses – MOOC) | * Lieu concentrant des idées, des initiatives, des structures, des services. * Pôle international en matière de numérique (présence des pôles de compétitivité CAP Digital et Systematic…). * Importance de la R&D (Paris, Marne-la-Vallée, Plateau de Saclay). * Présence des universités et des pôles décisionnels (sièges d’entreprises, fédérations…). * Offre de formation supérieure et continue importante. * Un territoire ouvert ; un apport extérieur significatif. * Disparités au sein de la population (accès au numérique, au savoir…). * Mobilité de certains Franciliens très limitée / versus une mobilité importante des décideurs. * La population francilienne est mobile, souvent en région parisienne pour des raisons professionnelles. Cette mobilité est un facteur important d’innovation. Néanmoins elle entraîne un ancrage territorial plus faible. |  |
| *Savoir-faire* | Montée en puissance du visuel par rapport à l'écrit | * Reconnaissance croissante de l'expertise d'usage * Maîtrise très inégale des enjeux de la transition écologique |  |
| *Usages du numérique* | * Diffusion des usages mobiles du numérique * Atténuation de la fracture numérique | Montée en puissance des réseaux sociaux comme supports de mobilisation |  |
| *Logiques d'innovation* | Prégnance des modes classiques d'innovation (innovation technologique et démarche descendante – top down) | * Développement croissant de l'innovation sociale * Émergence de l'innovation participative et en réseau |  |
| *Méthodes et outils d’intelligence collective* | Prémices de méthodes avec l’encouragement de la démocratie participative | Émergence rapide de processus d’intelligence collective, notamment via les réseaux sociaux |  |
| **Économie** | *Le salarié dans l'entreprise* | * Flexibilisation croissante du marché du travail * Tension croissante sur les salariés (chômage de masse, précarité, temps partiel, pression sur la compétitivité et les salaires…) * Préoccupation croissante du salarié dans son entreprise (stress, épanouissement, santé…) | Émergence de formes de participation des salariés dans la vie de l'entreprise (coopératives…) | * Présence de pôles économiques et commerciaux. * PIB par habitant plus élevé que la moyenne nationale (51 118 €/hab. en Île-de-France contre 30 999 €/hab. en France métropolitaine en 20113). * Vision du travail à renouveler ; organisation à renouveler (cf. levier du coworking). * Distance géographique et temporelle croissante entre lieu de domicile et lieu de travail. * Manque de lien entre les entreprises et les territoires. * Moyens financiers (loyers très élevés) et en temps moindres (notamment en raison des distances domicile-travail) qui limitent la contribution. |  |
| *Lien entre économie et territoire* | * Tertiarisation croissante de l'activité économique * Affaiblissement de l'appareil productif * Développement de l'économie sociale et solidaire * Mondialisation et fonctionnement en réseau des grandes entreprises avec perte de lien entre elles et leur territoire d’ancrage. | * Relocalisation de certaines activités économiques (artisanat, énergie, agro-alimentaire, industries de niche…) * Montée en puissance d'alternatives au modèle économique dominant (production décentralisée d’énergie, économie circulaire, économie de la fonctionnalité…) * PME : renouveau d'activités ancrées dans le territoire (circuits courts, économie de proximité) |  |
| *Implication des entreprises dans le développement durable* | Utilisation du développement durable comme image positive pour l'entreprise | Implication croissante de certaines entreprises dans la transition écologique |  |
| **Politique** | *Contexte institutionnel, réglementaire, stratégique* | * Complexité administrative de la France * Compétences partagées entre niveaux de collectivités * Modèle jacobin * Organisation des collectivités traditionnellement « verticale » * Décentralisation en cours, renforcement des échelons « Région » et « EPCI échelle bassin de vie » | * Renforcement des démarches transversales au sein des collectivités * Émergence de modes de gouvernance alternatifs (associant citoyens, associations et entreprises) * Appels à projets dans le domaine de la transition écologique * Développement des territoires en réseaux | * Plans et schémas régionaux : Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), Schéma Régional du Climat, de l’Air et de l’Énergie (SRCAE), Schéma régional de Cohérence Écologique (SRCE), Plan régional de prévention et de gestion des déchets de chantiers (PREDEC), Stratégie de Développement Économique et de l’Innovation (SRDEI). * Système centralisateur qui facilite la tenue de réunions sur Paris et la mise en réseau (communication plus aisée) mais complexité des sujets / des jeux d’acteurs :   - rencontres entre l’échelon local et l’État plus importantes : proximité comme frein et levier  - gouvernance État / local complexe   * Forte autonomie règlementaire de Paris. * Incertitudes élevées sur la décentralisation / restructuration des EPCI. * Vision des périphéries évolue (axe Paris-Le Havre). * Mise en place du Grand Paris et de la métropole du Grand Paris. * Déconnexion entre la région administrative et l’espace vécu. |  |
| *Cadre de la transition écologique* | * Grenelle et 3\*20 : objectifs européens et nationaux ambitieux, en particulier sur la transition énergétique * Une approche "réglementaire" de la transition écologique (schémas Grenelle, directives européennes…) * Un cadre juridique encore assez rigide (transversalité, innovation, risque, partage de responsabilité…) | * Expérimentations en termes de partages de responsabilité * Place croissante laissé à l'innovation et à l'expérimentation dans la gouvernance locale |  |
| *Relations entre types d’acteurs* | * Crise de légitimité des instances politiques * Crise de confiance des citoyens envers le politique. * Faible implication des acteurs économiques dans la transition écologique * Importance des relations contractuelles entre collectivités et associations | * Recours croissant aux démarches de contribution pour partager la responsabilité et rapprocher les décideurs des citoyens * Évolution du rôle de la collectivité (contractualisation, responsabilité partagée, rôle de coordonnateur) * Volonté croissante d'impliquer les acteurs économiques dans les démarches de transition écologique |  |
| *Moyens et capacités d'actions des groupes d'acteurs* | * Renforcement de l'ingénierie locale (échelle intercommunale) * Disparités croissantes entre milieu urbain et milieu rural * tension croissante sur les finances des associations * Recul des moyens d'action publics (tension croissante sur les finances des collectivités, complexité croissante des phénomènes) * Crise des corps intermédiaires * Volatilité du bénévolat | * Développement du recours à de nouvelles formes de financement (participation des entreprises, épargne solidaire…) * Recul des moyens financiers des associations * Réflexions émergentes autour de la professionnalisation des différentes formes de contribution * Risque de remise en cause profonde du modèle social français |  |

**Un environnement global mais aussi des dynamiques locales**

Les variables externes vont avoir une influence plus ou moins importante sur les dynamiques locales de votre territoire, matérialisées par les **variables internes** :

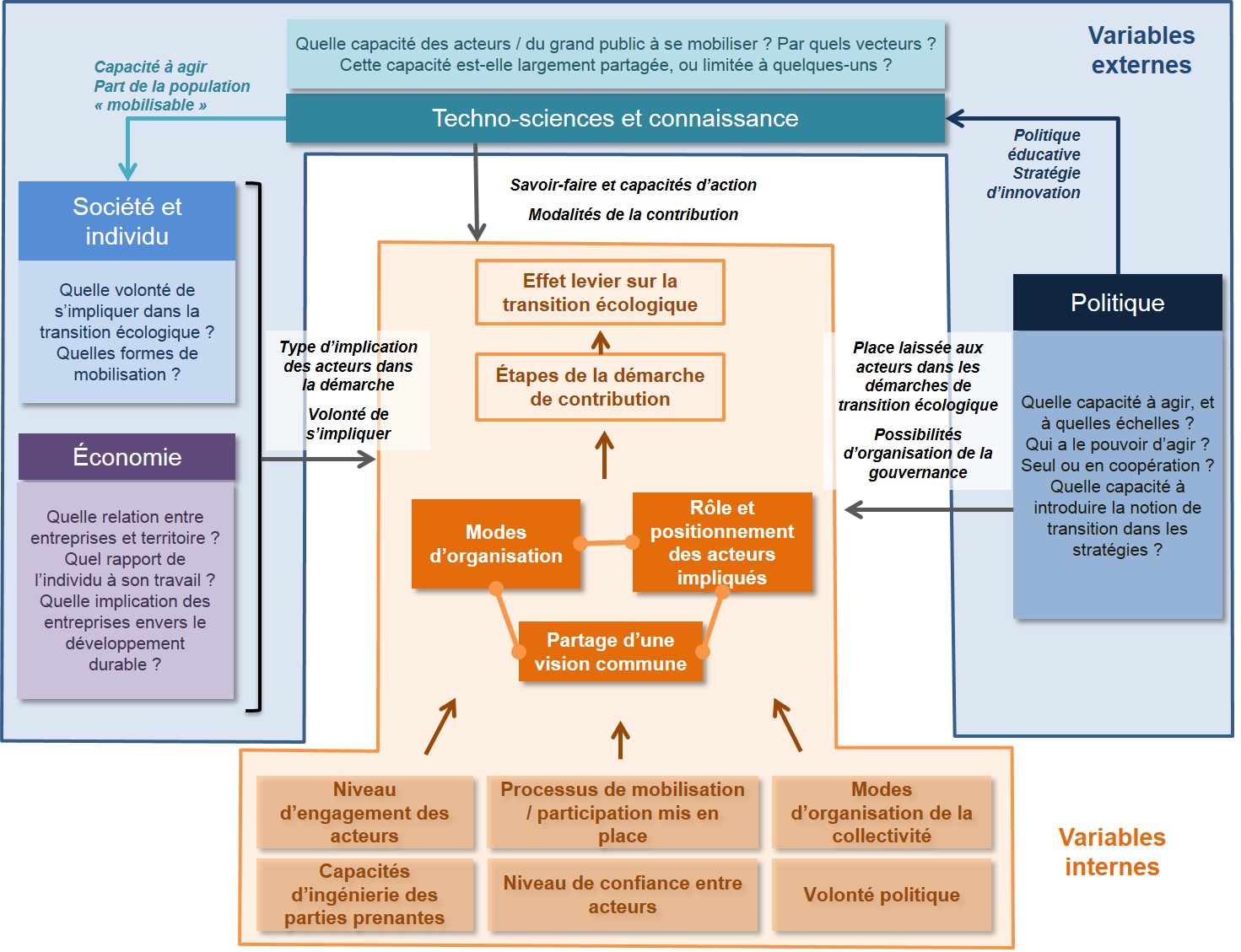


* Les **variables motrices**, sont des variables au cœur de la dynamique de contribution,
* Les **variables d’influence**, sont des variables qui vont avoir des effets plus ou moins importants sur cette dynamique,
* Les **variables de résultat** vont concerner les effets de cette contribution sur l’ensemble de la démarche ou sur le territoire.

Celles-ci vont largement dépendre du contexte de chaque territoire. Pour autant quelques tendances générales peuvent en être esquissées :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Variables internes** | | **Tendances lourdes** | **Signaux faibles/faits émergents** | **Particularités de votre territoire** |
| **Variables d’influence** | *Niveau d’engagement des acteurs* | Baisse des budgets des collectivités locales. | Développement de la contribution dans les projets complexes. |  |
| *Processus de mobilisation /*  *participation mis en place* | * Développement de lieux d’échanges sur l’écologie et l’économie. * Développement d’outils (notamment numériques) pour maintenir la contribution dans le temps. * Politisation des instances de contribution. | * Développement du financement participatif. * Effort pour mobiliser des publics éloignés de la contribution. |  |
| *Gouvernance territoriale* | * Développement de la méthode projet et transversale, notamment dans les collectivités. * Flexibilisation du management de projet. * Développement des logiques horizontales au détriment des projets descendants. | Relocalisation des projets de transition et contributifs. |  |
| *Volonté politique* | Développement des initiatives publiques en faveur de la transition écologique et de la contribution. | Valorisation de l’expérimentation et de l’innovation. |  |
| *Niveau de confiance entre les acteurs* | * Effort de décloisonnement entre les acteurs. * Reconnaissance croissante de la valeur de l’expertise d’usage. * Volonté des collectivités de sortir de la conflictualité au profit de la coopération. | Intérêt croissant des entreprises pour le dialogue avec les collectivités et les citoyens. |  |
| *Capacité d’ingénierie des parties prenantes* | Montée en qualification des acteurs sur le développement durable, notamment dans les collectivités. |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Variables motrices** | *Mode d’organisation* | Développement des structures non juridiques ad hoc à chaque projet. | Diversification des modes d’organisation et des formes de la contribution. |  |
| *Partage d’une vision commune* | Convergence des objectifs des différents acteurs vers la coopération et la transition écologique. |  |  |
| *Rôle et positionnement des acteurs impliqués* | * Évolution de la répartition des compétences entre les niveaux de collectivités. * Prégnance de l’initiative et de la responsabilité des collectivités. | Croissance de prise en compte des entreprises dans les projets de contribution. |  |
| **Variables de résultat** | *Effet levier sur la transition écologique* | * Progrès de la sensibilisation aux enjeux de la transition écologique chez tous les acteurs. * Manque de cohérence et d’articulation entre les projets. * Manque de traçabilité sur l’impact des projets contributifs sur la transition écologique, notamment dans les projets transversaux et globaux. * Multiplication des réflexions sur le modèle urbain et les relations villes/campagnes. | * Appropriation croissante des démarches de transition écologique. * Multiplication des projets aux impacts forts à des échelles très locales et/ou sur des projets thématiques, notamment l’énergie. |  |
| *Étapes de la démarche de contribution* | * Développement de l’initiative citoyenne (et plus largement hors collectivité). * Maintien du monopole des collectivités sur la décision. | Développement de la contribution des acteurs hors collectivité en amont de la démarche contributive. |  |



Les interactions entre les différentes variables

1. Institut d’Aménagement et d’Urbanisme d’Île-de-France (IAU), Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), Chambre de Commerce et d’Industrie (CCI) Paris Île-de-France : Chiffres-clés de la région Île-de-France 2014 [↑](#footnote-ref-1)